

**COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies  
Séance du 25 avril 1996.

---

**Présents:**

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

**Section française:**

monsieur JACOBS, vice-président  
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,  
membres effectifs

**Section néerlandaise:**

monsieur CROISIAU, vice-président  
messieurs BOES, DECLERCK et VAN EECKAUTE,  
membres effectifs  
madame CLAES, membre suppléant

**Secrétaires:**

monsieur BUSINE, directeur d'administration  
monsieur VAN SANTEN, directeur  
d'administration - adjoint bilingue

---

27.145/I/PN  
TVS/RV

Par lettre du 29 juillet 1995, le ministre de l'Emploi et du Travail a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux (administration centrale) de l'Office national de l'Emploi (O.N.E.M.). Par ses lettres des 21 août et 4 décembre 1995, elle a communiqué à la C.P.C.L. des renseignements complémentaires. Le projet est basé sur l'arrêté royal du 7 avril 1995 fixant le cadre organique de l'O.N.E.M.

Le ministre propose de répartir comme suit, les 481 emplois prévus à l'article 1, § 1er, du cadre organique:

Degrés	Nombre d'emplois	Cadre F.	Cadre N.	Cadre bilingue	
				F.	N.
1	8	4	4	-	-
2	18	6	6	3	3
3	39	18	21		
4	56	25	31		
5	51	23	28		
6	170	77	93		
7	98	44	54		
8	41	18	23		

Cinq emplois ont été mis en extinction (article 1, § 2); ils sont répartis comme suit entre les cadres linguistiques.

Degrés	Nombre d'emplois	Cadre F.	Cadre N.
7	5	2	3

Les organisations syndicales ont été consultées au sujet du projet, conformément à l'article 54 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

L'article 1er du projet d'arrêté royal concerne l'adaptation des cadres linguistiques eu égard aux nouvelles carrières de fonctionnaires-informaticiens, une rétroactivité au 22 décembre 1991 étant prévue en la matière.

L'article 2 concerne l'adaptation des cadres linguistiques eu égard aux nouvelles carrières du niveau 2+, mesure assortie d'un effet rétroactif au 1er juillet 1993.

Finalement, la répartition de tous les emplois, telle que prévue à l'article 3, est assortie d'un effet rétroactif à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal fixant le cadre organique de l'O.N.E.M.

#### Avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique

##### I. Quant à la répartition des emplois aux deux premiers degrés de la hiérarchie

Les degrés 1 et 2 comprennent, respectivement, 8 et 18 emplois, soit au total 26 emplois dont 6 sont attribués aux cadres bilingues. Cela est conforme à l'article 43, § 3, 2<sup>e</sup> alinéa des L.L.C.

## II. Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 8 de la hiérarchie

### Généralités

- L'importance relative de chaque service (exprimée en pourcentages comparativement à l'ensemble) a été calculée à partir des besoins en personnel exprimés en unités budgétaires.
- Pour les tâches de conception, il a été appliqué systématiquement une clef de répartition 50% F./50% N.
- L'administration centrale ne traite aucun dossier en allemand. Les quelques dossiers de l'espèce sont traités au bureau du chômage à Verviers par un agent connaissant l'allemand.

Pour l'appréciation du volume de travail, le ministre part d'une description des missions de chaque service en précisant le pourcentage de la part représentée par les tâches de conception, ainsi que la description des tâches de production de chaque service.

### 1. Allocations et Cotisations spéciales (importance relative 6,41%)

#### Tâches

- Gestion des allocations d'interruption de carrière.
- Gestion des agents occupés dans les A.L.E.
- Gestion des indemnités C.E.C.A.

#### Tâches de conception

20% de l'activité globale (50% N. - 50% F.)

#### Tâches de production

80% de l'activité globale.

##### 1) Interruption de carrière (30%)

Nombre de demandes d'octobre 1993 à septembre 1995 (deux ans), moyenne par année:

N. 42.530 soit 63,82%

F. 24.106 soit 36,18%

##### 2) A.L.E. (45%)

En fonction du nombre de communes et tenant compte du fait que les A.L.E. de la Région de Bruxelles-Capitale ont des activités dans les deux langues, la proportion est la suivante:

53,79% N.- 46,21% F.

##### 3) Indemnités C.E.C.A. (5%)

Le volume de travail est influencé par les restructurations du secteur de l'acier.

Proposition de répartition en fonction du nombre de travailleurs du secteur:

Région flamande: 6.957 soit 28,57% N.

Région wallonne: 17.397 soit 71,43% F.

2. Centre national de Formation  
(importance relative 1,99%)

**Tâches**

- Organisation pratique des formations.
- Analyse des besoins et élaboration de programmes et supports.

**Tâches de conception**

33% de l'activité globale (50% N. - 50% F.)

**Tâches de production**

67% de l'activité globale.

La répartition de la production de travail est basée sur le nombre des participants aux différentes formations de 1991 à 1994, ce qui donne, en moyenne:

N. 7.864 soit 59,63%

F. 5.324 soit 40,37%

3. Fonds de Fermeture d'Entreprises  
(importance relative 12,3%)

**Tâche**

Le Fonds reprend les obligations financières des entreprises en difficulté envers leurs travailleurs en cas de fermeture ou de restructuration et verse par conséquent un certain nombre d'indemnités (prime de fermeture, indemnités contractuelles, de transition, complémentaires de prépension, de licenciement collectif).

**Tâches de conception**

30% de l'activité globale (50% N. - 50% F.)

**Tâches de production**

70% de l'activité globale.

La répartition de la production de travail est basée sur le nombre de travailleurs concernés (chiffres 1995):

N. 16.640 soit 55,56%

F. 13.311 soit 44,44%

4. Inspection générale  
(importance relative 14%)

**Tâche**

L'Inspection générale est chargée de veiller à l'application correcte des règles tant d'ordre administratif (personnel, moyens techniques,...) que fonctionnelles (procédures et méthodes de travail). La tâche nécessite le recueil d'un nombre considérable de renseignements, leur analyse, et des propositions concrètes.

**Tâches de conception**

25% de l'activité globale (50% N. - 50% F.)

### **Tâches de production**

75% de l'activité globale.

La répartition de la production de travail est basée sur le nombre des enquêtes effectuées. La moyenne des années 1992 à 1995 donne la répartition suivante:

N. 271,25 soit 60,90%

F. 174,25 soit 39,10%

## **5. Méthodes de travail informatisées** (importance relative 2,63%)

### **Tâches**

Une part importante des missions de base des bureaux du chômage a été informatisée. Cela implique notamment les tâches mentionnées ci-après.

- Création et gestion des applications en collaboration avec la Direction informatique.
- Diffusion des instructions en vue d'une utilisation correcte et uniforme des applications.
- Echanges d'informations pratiques et accompagnement.
- Suivi des incidents techniques.

### **Tâches de conception**

50% de l'activité globale (50% N. - 50% F.)

### **Tâches de production**

50% de l'activité globale.

Tâches de production liées au suivi des incidents techniques (40%) et à l'accompagnement sur le terrain (60%).

Incidents techniques: aléatoires; surviennent à  $\pm$  50% dans les deux rôles linguistiques (révélé par l'expérience).

L'accompagnement sur le terrain s'effectue sur la base du nombre des bureaux à suivre:

N. 18 soit 61,67%

F. 11 soit 38,33%

(Bruxelles est suivi par des membres du personnel des deux rôles linguistiques).

## **6. Personnel** (importance relative 6,96%)

### **Tâches**

- Examiner les besoins en personnel et les possibilités administratives et budgétaires.
- Statut du personnel.

### **Tâches de conception**

30% de l'activité globale (50% N. - 50% F.)

### **Tâches de production**

70% de l'activité globale.

Le nombre des membres du personnel (statutaire et contractuel) se trouve à la base de la répartition des tâches de production. Pour les années 1991 à 1994 cela donne, en moyenne, la répartition suivante:

N. 2.941 soit 58,68%

F. 1.754 soit 41,32%

La C.P.C.L. trouve excessive la part des tâches de conception (30%) dans l'ensemble des activités du service Personnel.

## 7. Réglementation, Contentieux et Récupération (importance relative 9,87%)

### **Tâches**

- Formulation de la réglementation.
- Création et diffusion des informations et des instructions générales.
- Gestion des affaires contentieuses relatives au chômage.
- Analyse et tenue à jour de la jurisprudence.
- Suivi des recours introduits devant la Commission administrative nationale (chômeurs de longue durée).
- Dossiers débiteurs récalcitrants.
- Récupérations informatisées.
- Statistiques.

### **Tâches de conception**

70% de l'activité globale (50% N. - 50% F.)

### **Tâches de production**

30% de l'activité globale.

Ces tâches sont déterminées par trois critères.

1) Nombre de recours introduits (moyenne de 1993 à 1995, 50% de la production totale):

N. 5.376 soit 49,13%

F. 5.567 soit 50,87%

2) Nombre de dossiers reçus par la C.A.N. (moyenne de 1991 à 1994, 25% de la production totale):

N. 4.064 soit 55,38%

F. 3.253 soit 44,62%

1) Nombre de récupérations (chiffres 1995, 25% de la production totale):

N. 728 soit 45,08%

F. 887 soit 54,92%

## 8. Service juridique (importance relative 2,79%)

### **Tâches**

- Etude et gestion de tous les problèmes que l'O.N.EM peut rencontrer.

- Prise de connaissance de saisies et cessions signifiées à charge de membres du personnel ou d'allocataires sociaux en vue de donner les instructions nécessaires à leur exécution par les services compétents.

**Tâches de conception**

20% de l'activité globale (50% N. - 50% F.)

**Tâches de production**

80% de l'activité globale.

A la base de la répartition se trouve le nombre de courriers ordinaires et recommandés et des exploits d'huissiers. Un comptage sur deux semaines donne le rapport:

N. 980 soit 36,40%

F. 1712 soit 63,60%

N.B. Il n'y a pas de véritables statistiques disponibles. En 1994 il y avait un total de 65.330 envois. Le chiffre 2992 relatif à deux semaines, est donc bien représentatif.

9. Administration, Mess et Cantine  
(importance relative 0,70%)

**Tâche**

Organisation des repas.

**Proposition**

Cette tâche étant indépendants du rôle linguistique, il est proposé une répartition 50/50.

10. Traduction  
(importance relative 1,44%)

**Tâches**

- Travaux de traduction et d'interprétariat.
- Une répartition linguistique des travaux est impossible.

**Proposition**

Répartition 50/50.

11. Secrétariat général et Relations extérieures

**Tâche**

Organisation des relations entre les fonctionnaires dirigeants et le personnel.

**Proposition**

Appliquer une clef de répartition correspondant à la répartition linguistique de l'effectif.

N. 58,68%

F. 41,32%

## 12. Service social

(importance relative 1,21%)

### **Tâches**

- Assistance au personnel en difficulté.
- Promotion d'action sociales en faveur du personnel.

### **Proposition**

Appliquer une clef de répartition correspondant à la répartition linguistique de l'effectif.

N. 58,68%

F. 41,32%

## 13. Service sécurité et hygiène

(importance relative 0,29%)

### **Tâches**

Missions variées surtout orientées vers le personnel.

### **Proposition**

Appliquer une clef de répartition correspondant à la répartition linguistique de l'effectif.

N. 58,68%

F. 41,32%

N.B. La C.P.C.L. ne voit pas clairement la raison pour laquelle la proportion retenue pour les services 11, 12 et 13 est de 58,68% N. - 41,32% F.

La clef de répartition retenue pour l'ensemble des autres services (54,90% N. - 45,10% F.) lui paraît être plus indiquée.

## 14. Travaux et matériel

(importance relative 7,42%)

### **Tâches**

- Entretien des bâtiments.
- Fourniture de tout matériel nécessaire.

### **Volume de travail**

Le critère retenu est celui du nombre des bâtiments; pour Bruxelles, il est proposé un répartition paritaire.

- Flandre 18
- Wallonie 11
- Bruxelles 2

### **Proposition**

N. 18 + 1 = 19 soit 61,30%

F. 11 + 1 = 12 soit 38,70%



15. Budget et trésorerie

(importance relative 1,76)

Comptabilité

(importance relative 9,87%)

Informatique

(importance relative 4,94%)

Organisation et Promotion (Economat)

(importance relative 7,9%)

Statistiques

(importance relative 4,96%)

**Tâches**

Missions très variées essentiellement liées à l'activité des autres services.

**Proposition**

Appliquer la clef de répartition générale qui découle de l'analyse des autres services.

\*

\*       \*

De toutes les données prérappelées, il ressort une répartition globale du volume de travail à 54,90% N. et à 45,10% F., ce qui correspond à la répartition proposée par le ministre.

La Commission permanente de Contrôle linguistique approuve dès lors, à l'unanimité des voix de ses membres, ladite proposition ministérielle.

Elle approuve également l'effet rétroactif accordé aux cadres linguistiques eu égard aux carrières des fonctionnaires-informaticiens et du niveau 2+. En l'occurrence, il s'agit, en effet, d'adaptations découlant de mesures prises dans le cadre de la programmation sociale.

Par contre, la C.P.C.L. n'approuve pas la rétroactivité accordée au projet d'arrêté de répartition globale des emplois (article 3 du projet) à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal déterminant le cadre organique de l'O.N.E.M.

\*

\*       \*

Finalement, la C.P.C.L. attire l'attention sur le fait qu'en raison de la publication au Moniteur belge du 30 décembre 1995 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+, le projet d'arrêté royal de

cadres linguistiques ne correspond plus, pour le moment, à la réalité des grades et des rangs actuellement d'application aux niveaux 1 et 2+, et ne peut dès lors faire l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Le Gouvernement a toutefois décidé au Conseil des Ministres du 7 mars 1996 de modifier l'arrêté royal du 10 avril 1995 en postposant son entrée en vigueur.

Cet arrêté royal devrait, après négociation syndicale et après avis du Conseil d'Etat, être soumis à la signature du Chef de l'Etat.

Dès la publication de ce nouvel arrêté royal rien ne s'oppose, toutefois, à ce que l'arrêté royal des cadres linguistiques soit publié à son tour.

Le présent avis est notifié à Madame le Ministre de l'Emploi et du Travail, en l'invitant à bien vouloir communiquer à la Commission permanente de Contrôle linguistique, la suite qu'elle lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 25 avril 1996.

Les Secrétaires,

Le Président,

Th. VAN SANTEN

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS